



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de
l'Aménagement et du Logement**

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaire à la société CORUDO
pour un centre de tri et une station de regroupement et de transit de déchets exploités à
CARBONNE**

N°119

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-3 et R. 181-46 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un centre de tri et une station de regroupement et transit de déchets industriels banals sur la commune de CARBONNE délivré le 8 décembre 2004 à la société CORUDO ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 septembre 2010 autorisant la société CORUDO à exploiter diverses installations sur le centre de tri, de regroupement et de transit de déchets industriels banals à Carbone et modifiant l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2004 ;

Vu la lettre préfectorale du 13 mars 2009 actant le bénéfice de l'antériorité pour l'exploitation d'un centre de transit, regroupement, tri, désassemblage et remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut (rubrique n°2711-2) ;

Vu la lettre préfectorale du 23 octobre 2010 actualisant le classement des installations exploitées à CARBONNE (31390), 4, rue des ateliers, par la société CORUDO ;

Vu le récépissé de la déclaration de bénéfice des droits acquis du 10 février 2022 concernant la rubrique n° 2718-2 ;

Vu la demande de modification de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2004 susvisé, transmis par courriel du 9 juillet 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 16 septembre 2025 ;

Considérant que l'exploitant souhaite apporter les modifications suivantes à son établissement :

- extension et optimisation de la valorisation du process de tri des DIB ;
- réorganisation des zones de stockages permettant la différenciation des différentes catégories de déchets triés ;
- implantation des zones de stockages de gravats et déchets inertes au sein de la zone d'extension de 2016 ;
- réorganisation de la partie Sud-Est de l'établissement avec accueil d'un casier refus ;

Considérant que les modifications projetées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale afin d'intégrer les modifications réalisées et à venir ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle au sens du II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 24 septembre 2025 afin qu'il puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant les observations de l'exploitant par courriel du 1^{er} octobre 2025 ;

Sur proposition du chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie ;

Arrête :

Art. 1^{er} : Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées par la société CORUDO, SIRET n° 453 408 999 00010, dont le siège social est situé Z.I. de Naudon, 31390 CARBONNE, et situées 4, rue des ateliers, Z.I. de Naudon, 31390 CARBONNE, sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes.

Ces dispositions sont prescrites en complément des prescriptions techniques imposées par l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2004 modifié susvisé.

Art. 2 : Classement des installations

Le tableau des activités autorisées présent à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2004 modifié est supprimé et remplacé par le tableau ci-dessous :

| Rubrique Alinéa | Régime | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Volume autorisé |
|-----------------|--------|--|---|------------------------------|
| 2710.1.a | A | Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : | 20 t d'amiante lié 5 t pour autres déchets dangereux | Tonnage total : 25 tonnes |

| Rubrique Alinéa | Régime | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Volume autorisé |
|-----------------|--------|--|--|--|
| | | a) Supérieure ou égale à 7 t | | |
| 2714.1 | E | Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ | Stockage de : - Plastiques : 851 m ³ - Bois : 120 m ³ - Papiers/Cartons : 120 m ³ | Volume maximum sur site : 1 091 m ³ |
| 2718.2 | D | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Autres cas | Stockage temporaire de déchets dangereux | Capacité totale : 0,95 tonne |
| 2716.2 | D | Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ . | Stockage de : - DIB à trier : 500 m ³ - Refus : 200 m ³ - Plâtres : 110 m ³ - Laines de verre et laines de roche : 60 m ³ - Déchets verts, souches : 120 m ³ | Volume maximum sur site : 990 m ³ |
| 2711.2 | D | Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719 Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ | DEEE | Volume total de DEEE : 200 m ³ |
| 2713.2 | D | Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 2. Supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ² | | Somme des surfaces : 125 m ² |

A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration

Art. 3 : Localisation des installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes et parcelles suivantes :

| Communes | Parcelles | Section cadastrale |
|----------|-----------------------------------|--------------------|
| Carbonne | N° 1178, 1407, 1914, 1940 et 1942 | OF |

Art. 4 : Niveaux accoustiques

Le tableau du point 5.4 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2004 modifié susvisé est remplacé par :

| | Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés) | Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés) |
|-----------------|--|---|
| Limites de site | 70 dB(A) | 60 dB(A) |

Art. 5 : Mesures des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au maximum six mois après la mise en service des nouvelles installations de la chaîne de tri (séparateur aéraulique ou soufflerie).

Art. 6 : Matériel de lutte contre l'incendie

Le point 6.5.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2004 modifié est abrogé et remplacé par :

"6.5.2 MATERIEL DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins :

- d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil 21 A pour 250 m² de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt, etc.),
- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,
- d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55 b près des installations de liquides et gaz inflammables,
- un réseau de RIA répartis dans les zones de stockage ;
- 2 bâches incendie de 120 m³ chacune.

Les extincteurs sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances."

Art. 7 : Confinement des eaux d'extinction incendie

Le point 2.7.5 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2004 modifié susvisé est abrogé et remplacé par les prescriptions suivantes :

"2.7.5 Confinement des eaux d'extinction incendie

Le mode de rétention des eaux d'extinction d'incendie se fait par obturation des réseaux EP et par mise en charge de la plateforme imperméabilisée.

L'exploitant réalise des ouvrages supplémentaires permettant la contention des eaux d'extinction d'incendie si les capacités de rétention actuelles ne sont pas suffisantes pour les volumes de rétention associés aux activités exercées du site.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs d'adéquation des volumes susceptibles d'être retenus.

Les organes de commande nécessaires à l'oburation des réseaux doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. L'exploitant tient à disposition de l'inspection tout justificatif de contrôle et de maintenance de ces équipements."

Art. 8 : Stockages

Le troisième alinéa du point 7.6 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2004 modifié susvisé est abrogé et remplacé par :

" En aucun cas, les capacités stockées ne doivent être supérieures aux volumes précisés dans la demande de modification transmise par courriel du 9 juillet 2025 susvisée."

Art. 9 : Agrément

Le point 8 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2004 modifié susvisé et relatif à l'agrément des installations de valorisation des déchets d'emballage est abrogé.

Art. 10 : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 11 : Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 12 : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de TOULOUSE :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Art. 13 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de CARBONNE et peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de CARBONNE pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 14 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CORUDO.

Fait à Toulouse, le 5 NOV. 2025

Pour le préfet de la Haute-Garonne
et par délégation :
Le secrétaire général,

Baptiste MANDARD

